



# La recherche agronomique pour bâtir un Congo prospère d'ici 2030

**Mots clés:** recherche scientifique, agronomie, développement durable, préservation des forêts

**La recherche scientifique est essentielle aux efforts de reconstruction et de développement du pays : diffuser les résultats de recherche en veillant à ce qu'ils concourent au développement du pays.**



**Auteur(s):** Alain Huart, expert agricole • Quentin Ducenne, expert forestier

**Date de publication:** 2011

**Catégorie(s):** Politique agricole, planification, décentralisation, recherche scientifique

**Province(s):** Kinshasa • Bandundu • Équateur • Province orientale • Nord Kivu • Sud Kivu • Maniema • Katanga • Kasai Oriental • Kasai Occidental • Bas Congo

**Partenaire(s):** Ressources naturelles développement ASBL

**Nombre de pages:** 2

**Identification:** F-ECJ-E2-1



**La RDC possède plus de la moitié de la forêt du bassin du fleuve Congo et est l'un des plus grands pays agricoles. Pourtant, 60% de sa population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Le pays a donc besoin d'orientations claires sur les filières prioritaires du secteur agricole. Pour lutter durablement contre la pauvreté et rétablir la sécurité alimentaire, l'objectif final de ces 30 prochaines années consistera à répondre à ces deux problèmes: les savanes en rapide appauvrissement des sols et une forêt primaire qui se détruit peu à peu.**

L'enjeu forestier de la RDC attire l'attention de toute la planète, puisque notre pays possède plus de la moitié de la forêt du bassin du fleuve Congo, 2<sup>e</sup> en importance après celui de l'Amazonie. Cependant, la RDC est aussi l'un des plus grands pays agricoles et compte 60% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté. La RDC a donc impérativement besoin d'orientations claires sur les filières prioritaires du secteur agricole, dans les différents systèmes agro écologiques du pays.

En 2004 lors de la table ronde agricole qui fixa un agenda à l'État congolais et aux partenaires techniques et financiers, le défi de développer une recherche agronomique et forestière spécifique aux enjeux de la RDC s'est avéré prioritaire. Pour éradiquer la pauvreté, la valeur ajoutée agricole annuelle par travailleur agricole doit être redressée, au départ de la situation actuelle de 100 \$ par mois en RDC (2008, rapport Banque Mondiale) pour tendre vers 800 \$ par mois comme au Cameroun, en Tanzanie. Aucun autre secteur d'activité n'est plus efficace que l'agriculture pour résorber la pauvreté. Une augmentation de 10% de la productivité agricole se traduit par une réduction de 7% de la pauvreté.

Si l'on excepte l'encadrement du maraîchage autour de quelques grands centres urbains (FAO HUP), la culture de maïs au Katanga, et les filières encadrées par les organisations paysannes les mieux organisées, les pratiques anciennes agricoles persistent, et en particulier dans les grandes provinces « forestières ». Plus de 15 millions de personnes vivent de la forêt en RDC, et pratiquent l'agriculture itinérante sur brûlis, occasionnant une déforestation longtemps sous-estimée. Depuis le rapport IAASTD, la prévention des effets néfastes du dérèglement climatique devient une priorité sur toute la planète. En Afrique, l'intégrité de la forêt du bassin du fleuve Congo est garante d'une stabilité climatique (disponibilité et répartition des précipitations). Sous l'éclairage des soucis mondiaux sur l'évolution climatique, le bilan carbone devient crucial sous les cieux de l'Amazonie et du bassin du fleuve Congo, coffre-fort de biodiversité.

Or, livrés à eux même, les agriculteurs congolais continueront de brûler la forêt, et tant que l'agriculture ne se modernisera pas, la population continuera de croître (plus de 3% par an en RDC) tant il faut des enfants, pour maintenir cette itinérance et tout ce qu'elle comporte comme contraintes et comme destructions. Si on veut limiter les effets de la déforestation en RDC, et anticiper les effets du réchauffement climatique sur un continent qui dépend plus que tout autre des précipitations pour maintenir ses rendements agricoles, il faut intensifier d'urgence l'agriculture en savanes et s'en donner les moyens. La recherche forestière ne saurait évoluer seule et bénéficier des faveurs des bailleurs. Comme le préconise le rapport IAASTD il faut d'urgence développer une agriculture durable, qui protège le sol de l'érosion, pour maintenir ou augmenter sa fertilité; l'agroforesterie rend possible une réponse durable, comme le démontrent les 350 exploitants du projet agro forestier de Mampu. La RDC est un cas exemplaire ou s'appliquerait de façon idéale les recommandations du rapport IAASTD, pour mieux répondre au mieux aux défis d'une agriculture durable.

Pour lutter durablement contre la pauvreté et rétablir la sécurité alimentaire, l'objectif fondamental de ces 30 prochaines années en RDC consistera à développer les stratégies de recherche qui apportent des réponses durables à ce double problème : des savanes en rapide appauvrissement des sols (et la destruction des galeries forestières en savanes), et une forêt primaire qui se détruit à petit feu. Avec la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis, culturellement enracinée et systématique, La RDC est le pays au monde qui consomme le moins d'engrais par tête d'habitant. Rien ne sert de tenter de protéger la forêt sans s'occuper de l'agriculteur. Il faut forcément intensifier l'agriculture en savanes, réduire la destruction de la forêt par les pratiques agricoles adéquates et aussi la production de braises et autres combustibles, ce qui laisse une large place à l'agroforesterie et aux projets carbone. Il faut des ressources humaines, des chercheurs, et techniciens forestiers et agricoles nombreux pour soutenir les actions pilotes du programme REDD+.

La FAO, le FIDA, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'agence belge de coopération, USAID... ont intégré l'agriculture ou l'environnement dans leurs priorités en RDC. Les résultats peu spectaculaires des projets agricoles dans un secteur éparpillé en RDC et la faiblesse des institutions congolaises expliquent le manque d'engouement des partenaires techniques et financiers. Et pourtant, le retournement des priorités en faveur de l'agriculture est incontournable, comme l'insertion du secteur agricole dans les priorités du XI<sup>e</sup> FED pour la RDC, la mise en place du processus PDDAA NEPAD.

### Les axes majeurs de la poursuite des actions de la recherche agronomique et forestière sont :

- Réforme en profondeur de l'institution INERA; consolidation du statut juridique et modalités pratiques d'un fonds d'appui à la recherche; consolidation du statut du chercheur dans le système national de la recherche agronomique, droit de propriété intellectuelle.
- Élaboration participative et décentralisée d'un plan stratégique de la recherche agroforestière, qui incorpore aussi les volets animal et halieutique, et aboutissant à une table ronde des partenaires techniques et financiers, pour une répartition entre bailleurs.
- Mise sur pied d'une base de données et mise en réseau des chercheurs congolais pour une valorisation rationnelle au service du pays et conforme aux axes du plan d'actions prioritaires du ministère de la recherche scientifique; définition d'une charte éthique avec les centres de recherche internationaux.
- Installation de passerelles entre ministères de la Recherche Scientifique, Enseignement Supérieur, Agriculture Pêche Elevage, et mise en place de groupes de travail et de réflexion interministériel et inter acteurs du système de recherche scientifique (INERA, Universités, privés, organisations paysannes) sur des thèmes transversaux agriculture-forêts, tels que l'intensification d'une agriculture préservant la forêt et la fertilité des sols.
- Constitution d'un groupe de travail d'experts en appui aux initiatives du programme REDD+, pour aider à l'identification de projets, au renforcement des capacités, à la facilitation des synergies...
- Définition des voies et moyens et de la dynamique d'acteurs pour redynamiser ou créer un réseau de diffusion vulgarisation des résultats de la recherche, via les conseils agricoles de gestion CARG, le service national de vulgarisation, les organisations paysannes, au départ de sites didactiques et équipés, comme la station INERA de Luki, le jardin botanique de Kisantu, le centre de développement intégré de CADIM.
- Installation d'une recherche agronomique pratique en prise directe avec les organisations paysannes; mise en réseau des centres de référence faisant du système de recherche national de recherche agronomique et forestière (centres de recherche, Universités, secteur privés, organisations paysannes faitières, projets d'intensification de l'agriculture-IFCD Catalyst), pour multiplier et diffuser du matériel végétal de qualité. Affecter les moyens des partenaires techniques et financiers dans les organisations paysannes qui pratiquent la recherche appliquée dans les filières qu'elles encadrent. Doter les organisations paysannes d'une expertise de suivi évaluation, monitoring de projet afin d'offrir une meilleure garantie d'utilisation des fonds.
- Consolidation de centres d'excellence dans chaque (26) province, réunissant des conditions optimales pour la vulgarisation des techniques: un pôle pour l'agriculture péri urbaine en périphérie de Kinshasa; des pôles agroforestiers, avec la station INERA de Luki, le jardin botanique de Kisantu et le centre de développement intégré de CADIM; un pôle semencier et vivrier dans chaque province avec les organisations paysannes; un pôle agroalimentaire au Katanga; un pôle café, cacao, quinquina, thé, élevage, avec le Sydip au Nord Kivu; un pôle fruitier et de transformation agroalimentaire au bas Congo; plusieurs pôles cultures de rente en Equateur et dans la province Orientale. Cette petite liste n'est pas limitative; il faudrait un centre développant des activités de référence dans chaque territoire.